

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

La plaque tournante de 1914

par R. HAGNAUER

**La France, cause du militarisme
allemand**

par R. LOUZON

**Tradition ouvrière et minorités
syndicales**

par U. THEVENON

PAGES D'HIER... ET D'AUJOURD'HUI

tirées de : **“Etatisme et Anarchie”**

de BAKOUNINE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 87 - Octobre 1954

La plaque tournante de 1914 R. HAGNAUER
(suite et discussion)
Le Guatemala « pays satellite ».
Pages d'hier... et d'aujourd'hui :
Patrie et lutte de classe BAKOUNINE

Parmi nos lettres

Auto-financement et prix GUILLORE
A nouveau, sur l'auto-financement BONNAURE
Pour ou contre la C.E.D. G. SUANT
Les travaillistes en U.R.S.S. et en Chine R. POSTGATE

Notes d'économie et de politique

La France, cause du militarisme alle-
mand. — Au Viet Nam, qui tirera les
ficelles ? Paris ou Washington ? — La
seule marionnette financièrement indé-
pendante. — L'heure H dépend de l'état
des armements. — Des allocations fa-
miliales dégressives. — L'extermination
d'un peuple R. LOUZON

Les propos du prolo

Tradition ouvrière et minorités syndicales.
— A propos de la C.E.D. — Et la ten-
dance R. P. ? U. THEVENON

La vie des cercles

Une lettre du Brésil d'un ami du Cercle
Zimmerwald OLIVIER

Entre nous

Pour le 30^e anniversaire de la R. P.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

- 1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;
- 2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;
- 3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se fera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;
- 4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LA PLAQUE TOURNANTE DE 1914

Dans la première partie de notre étude, nous avons surtout insisté sur l'opération politique qui a favorisé (sinon provoqué) le déclenchement de la guerre de 1914 et déterminé l'Union sacrée. Il s'agit d'ouvrir un débat dont nous ne fixons ni les limites ni les conclusions.

Il est évident, nous écrit un ami, qu'un militant allemand écrivant pour des Allemands aurait le devoir d'insister davantage sur la culpabilité des bellicistes allemands. Nous sommes en France... Nous devons tendre nos forces contre la germanophobie, entretenue depuis quarante ans par des légendes et des mensonges. Nous avons perdu de 1940 à 1945 tout le terrain gagné pendant l'entre-deux-guerres. Et les progrès en ce domaine exigent une vigilance et un effort constants.

Dans la deuxième partie nous voudrions surtout dégager de l'histoire de 1914 des enseignements actuels — procéder par comparaison (non par similitude), mettre l'accent sur les phénomènes permanents. Les jeunes qui nous connaissent savent bien que nous ne favorisons pas la « gérontocratie », même lorsque Géronte se présente sous la toge du vieil Horace ou l'armure du père d'Hamlet. Nous ne leur demandons pas de nous imiter, mais d'accomplir ce que nous avons projeté, de réussir ce que nous avons tenté vainement.

C'est à ce point de vue que nous insistons sur les expériences passées. Celles de 1914 et de 1939 posent en 1954 le redoutable problème qui n'est pas résolu : notre action peut-elle empêcher la guerre ? Sinon, quelle forme doit prendre notre pessimisme désespéré ? Si, oui, sur quels points décisifs doit-on concentrer les forces de la classe ouvrière et des collectivités sincèrement pacifistes et révolutionnaires ?

L'ANGLETERRE A-T-ELLE VOULU LA GUERRE ?

Si la question des responsabilités immédiates de la guerre peut être facilement résolue aujourd'hui, celle des causes profondes appelle encore des débats qui peuvent éclairer nos préoccupations et nos desseins présents.

On répète la phrase de Jaurès, avec quelque monotonie : « *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* » sans en dégager le véritable sens, qui n'implique pas plus la fatalité de la guerre en régime capitaliste que le passage de la nuée ne provoque obligatoirement l'orage.

Il est vrai que le capitalisme commercial fut dans l'histoire un facteur sinon de paix, du moins de rapprochement entre les peuples. Il est non moins vrai que le capitalisme a dégénéré en triomphant, et que les conflits entre les impérialismes nés de cette dégénérescence restent des causes permanentes de conflits armés.

Mais les idées générales, ne pouvant se traduire en action générale s'exerçant en tous temps et en tous lieux, favorisent l'évasion dans l'abstraction et la passivité. Beaucoup se soulagent par l'espoir qu'en « fin de compte » la cause générale du mal sera annihilée par un remède aussi général. Il faut « localiser » le mal pour le combattre efficacement.

Le partage du monde entre impérialismes du XIX^e siècle semblait conclu à l'aube du XX^e siècle par les accords franco-anglais qui ont suivi l'alerte de Fachoda.

Restait le phénomène allemand. Dans ses livres — remarquables à plus d'un titre — : *l'Allemagne au travail* et *Les derniers progrès de l'Allemagne*,

publiés avant 1914, Victor Cambon ayant prouvé l'extraordinaire dynamisme de l'économie allemande notait l'inquiétude croissante de l'Angleterre dont la suprématie n'était plus assurée que par son écrasante supériorité maritime et par sa diplomatie qui lui fournissait des alliés sur le continent.

Sur la rapidité de l'évolution allemande, on a déjà fourni des données saisissantes.

Ajoutons ces précisions : En 1840, la population urbaine en Allemagne n'atteignait pas 30 % de la population totale. En 1900, elle en englobait approximativement 70 %.

Les villes de plus de 100.000 habitants, qui ne comptaient en 1871 que 5 % de la population, en groupaient 23 % en 1910.

Evolution que la guerre et la défaite n'ont pas ralentie, au contraire. En 1933, la population des grandes villes atteignait 30,4 % de la population.

En 1937, dans tous les Etats allemands, la population urbaine était largement majoritaire : 69 % en Prusse, 84 % en Rhénanie, 78 % en Saxe, 50,5 pour cent en Bavière, 57,3 % en Wurtemberg, 57,1 pour cent en Thuringe.

Le commerce extérieur de l'Allemagne, en 1913, opposait 73 millions de tonnes d'importations à 74 millions d'exportations. Mais dans les importations, en valeur, le rapport entre les matières premières et les articles manufacturés s'établissait de 4 à 1 — tandis qu'en valeur les exportations se répartissaient selon un rapport de 1 pour les matières premières à 3 pour les articles manufacturés.

Or, en 1935 (après la défaite, la crise de 1929 et l'avènement d'Hitler), sur la même base de calcul, la valeur des importations et celle des exportations atteignaient à peine 40 % de celles de 1913.

Si l'on s'en tient à ces résultats, il semble que la politique anglaise ait réussi à contenir la con-

(*) Voir « R. P. » de septembre.

currency allemande. Mais ce succès aurait été impossible sans la participation des Etats-Unis, *qui a détruit la suprématie anglaise mondiale*. Le moyen n'a pas justifié la fin.

La croissance assez rapide de la marine allemande pouvait-elle inquiéter l'Angleterre ?

L'Angleterre voulait-elle empêcher la marche pacifique de l'Allemagne vers le Sud-Est, « l'union de l'Europe du cheval-vapeur et de l'Europe du cheval de trait », c'est-à-dire de l'Allemagne industrielle et de l'Europe centrale et balkanique agricole ? Si oui, on comprend qu'elle ait vu sans déplaisir l'opposition slave à l'Autriche. Mais si l'on reste dans la situation de 1914, l'Angleterre pouvait hésiter entre deux dangers pour son empire : le projet allemand de ligne Berlin-Bagdad — la revendication russe sur Constantinople et les Détroits. Dans ces conditions, on explique une action qui, après avoir tendu à l'encerclement de l'Allemagne sous Edouard VII, devenait plus modératrice sous George V.

C'est pourquoi entre deux interprétations de l'attitude anglaise en 1914 on hésite en toute bonne foi.

Ne rien dire qui puisse encourager la Russie. Ne rien dire qui puisse décourager l'Allemagne.

Ce qui explique la médiation anglaise des derniers jours de juillet 1914. Ce qui explique aussi le silence de l'Angleterre avant la violation prévue de la neutralité belge.

Ce pauvre sir Edward Grey — chancelier du Foreign Office — était peut-être sincèrement attaché à la paix. Et cependant il peut passer pour un « fauteur de guerre », simplement parce qu'il a attendu pour intervenir brutalement que la machine soit en mouvement.

La démocratie anglaise n'a pas suivi unanimement, les premiers jours, les marchands de la City et les fanatiques de la Home Fleet.

Dans les derniers jours de juillet, les leaders travaillistes Keir Hardie et A. Henderson s'élevaient contre tout accord avec le czarisme. Et le 5 août, le bureau exécutif du Labour Party déclarait encore « que l'invasion de la Belgique n'était pas une raison suffisante d'intervention » (11).

RESSEMBLANCES ET DISSEMBLANCES ENTRE 1914 ET 1939

Est-il utile d'établir une comparaison entre 1914 et 1939 ?

Un élément permanent dont nous avons déjà noté l'importance : le phénomène allemand. La concentration urbaine dont nous avons précisé la progression rapide pose des problèmes économiques et sociaux que Guillaume II et Hitler ont tenté de résoudre par l'expansion impérialiste, mais qui ne sont nullement des conséquences de celle-ci.

Ce qui a compliqué ces problèmes, c'est qu'à une économie « super-capitaliste » correspondait une société « pré-capitaliste ». C'est-à-dire que sous Guillaume II, il n'existait pas encore de véritable nation allemande, caractérisée par la « maturité » sociale et politique d'une bourgeoisie industrielle et commerciale.

Sous Hitler, l'Etat asservissait la nation sans en être l'émanation.

(11) Il est bon de noter que l'opposition socialiste à la politique de guerre a toujours été plus forte en Angleterre, même en Allemagne, surtout en Italie, qu'en France où la lutte a été menée principalement par des syndicalistes. En Angleterre, si Henderson a abdiqué et est devenu ministre du roi, des hommes qui devaient jouer un rôle très important dans le Labour Party comme Ramsay MacDonald étaient de tendance minoritaire. L'Independent Labour Party persévéra longtemps dans son opposition.

Mais en 1914, à la tendance impériale allemande correspondaient d'autres tendances « impériales » également agressives. Un pacifiste vigilant ou simplement un Européen clairvoyant pouvait refuser de choisir et laisser les forces naturelles agir librement, hors de l'intervention armée des grands Etats.

En 1939, le moteur nationaliste de l'hitlérisme était la lutte contre le diktat de Versailles, c'est-à-dire — au moins formellement — le retour de l'Allemagne à sa position politique et économique de 1914. Malheureusement, la satisfaction des revendications justifiées de la nation allemande renforçait l'Etat hitlérien, c'est-à-dire l'asservissement de la nation allemande.

Pour simplifier les hypothèses, précisons qu'une victoire allemande en 1914 — *qui ne pouvait être totale* — n'aurait pas gêné, au contraire, la formation d'une véritable nation allemande et le jeu nécessaire de la lutte des classes.

Une victoire allemande en 1939 — *qui ne pouvait être que totale* — aurait renforcé le système totalitaire et par conséquent annihilé toute possibilité d'action indépendante de classe.

Aussi le pacifisme en 1939 ne pouvait espérer « que gagner du temps » par des compromis douteux.

Une différence fondamentale entre 1914 et 1939, c'est qu'en 1914 — même en Russie — il existait dans tous les pays, s'exprimant avec plus ou moins de liberté, une opinion publique sur laquelle il était possible d'agir. Les déformations, les falsifications, les mensonges n'ont exercé dans tous les pays leur action nocive que parce que les pacifistes ont manqué sinon de clairvoyance, tout au moins de vigilance et de courage.

En 1939, dans les pays démocratiques, la vérité était presque totalement connue et diffusée. Les informations, jusqu'aux premières mesures de guerre, étaient soumises au débat contradictoire. La stupidité de Daladier, en imposant la censure et la suppression de la presse communiste, a servi les staliniens dont la propagande n'aurait pas résisté à la confrontation publique.

Au contraire, les Etats totalitaires — Allemagne et U.R.S.S. — ont pu imposer librement leurs « vérités » (?) à leurs sujets et bénéficier des effets de surprise de leurs adversaires.

Enfin, en 1914, jusqu'aux premiers jours de guerre, l'attitude de l'Angleterre semblait indécise. En 1939, on ne pouvait douter de la résolution anglaise. Hitler a commis l'une de ses monumentales erreurs psychologiques, en espérant que la volonté britannique s'amollirait, après l'écrasement de la Pologne et la débâcle française.

Le recul du temps permet d'affirmer aujourd'hui que la guerre de 1939 a pu se déclencher et se prolonger par la trahison de Staline et la neutralité des Etats-Unis.

L'ACTION OUVRIERE INTERNATIONALE EN 1914 ET EN 1954

Nous avons surtout insisté sur les conditions de l'action pacifiste en 1914 et en 1939. Mais, hors d'un idéalisme généreux et d'une sensibilité constamment éveillée, existe-t-il un pacifisme pur ? Le véritable libertaire, le véritable révolutionnaire, le véritable syndicaliste ne peuvent se déclarer pacifistes que par haine de l'oppression patriotique et militaire, par opposition au régime responsable des conflits armés, par esprit de classe, par défense du mouvement ouvrier.

Ce que nous avons dit du défaitisme prouve qu'il

s'agit d'un phénomène localisé dans le temps et dans le lieu — comme le bolchevisme d'ailleurs — particulièrement justifié dans la Russie de 1917. Quant aux staliniens, ils sont défaitistes ou patriotes non par internationalisme, mais selon les intérêts de Moscou.

Dans une guerre coloniale, la nation n'est pas engagée dans l'affaire, seulement une caste dont les intérêts ne se confondent même pas avec ceux de la bourgeoisie nationale.

L'expérience française de 1871 et l'expérience allemande de 1919 — pour ne pas parler de 1940 — prouvent que si la défaite favorise des explosions révolutionnaires, la présence des vainqueurs étrangers, les souffrances du peuple vaincu, les réactions nationalistes imposent à la classe ouvrière de se perdre dans une cohue dont la direction revient à une phalange préparée et disciplinée, du type fasciste ou bolcheviste.

Si les institutions s'écroulent, si l'Etat ne résiste pas, c'est en général au bénéfice du vainqueur qui traite la nation vaincue en colonie. Alors le mouvement ouvrier doit, pour vivre, s'accrocher à la résistance nationale.

Mais en 1871, en 1919, en 1940, la défaite militaire a laissé subsister des institutions et un appareil d'Etat auxquels le vainqueur a prêté la force de ses armées.

Dans les trois cas, la victoire est finalement revenue à la réaction, même sous un uniforme socialiste, comme celui de Noske en 1919.

Il n'est donc pas question de prêcher le défaitisme. Il est question d'étudier les possibilités d'une action ouvrière.

Or l'exemple de 1914 prouve que celle-ci ne peut se présenter que sous un aspect international. Elle était possible en 1914. Dans les trois pays : France, Allemagne et Angleterre, il aurait peut-être suffi qu'à la puissance numérique des organisations allemande et anglaise s'ajoutât le dynamisme du syndicalisme français. Ce qui est incontestable, c'est que dans les trois pays ce sont les partis politiques qui ont freiné le mouvement :

En France où les socialistes renforcés aux élections de mai 1914 n'ont pas osé — à l'exception de Vaillant — proposer immédiatement l'abolition de la loi de trois ans ; où Jaurès lui-même a cru en la bonne volonté pacifiste du gouvernement français. On ne l'a assassiné que lorsqu'il était revenu de ses illusions.

En Allemagne où la centrale ouvrière se refusait à toute action politique indépendante et abdiquait devant la social-démocratie.

En Angleterre même où la fraction parlementaire du Labour Party n'eut pas le courage de porter à la tribune la protestation du bureau exécutif.

Cette action internationale pouvait certainement empêcher la guerre. Elle aurait pu encore être efficace, en 1914, après la bataille de la Marne —, en 1917, après Verdun et la Révolution russe.

En 1939, aucune action ouvrière internationale n'était possible.

Et en 1954 ?

Est-il possible d'envisager une action ouvrière indépendante dans d'autres pays que les démocraties occidentales ? L'objection de Guesde à la grève générale, en 1914, « qu'elle favorisera le pays où le mouvement ouvrier sera le plus faible » ne pouvait convaincre Jaurès qui n'envisageait qu'une *action internationale*. Serait-elle aussi peu pertinente, s'il s'agissait, par la grève générale en 1954, de désarmer un pays où le mouvement ouvrier existe, en face d'un régime dont la victoire aboutit à l'anéantissement du mouvement ouvrier ?

Nous laissons à nos camarades la liberté de tirer de l'exemple de 1914 et de celui de 1939 des leçons

applicables à notre époque. Ce serait une excellente base de discussion.

Nous connaissons mieux que nos contradicteurs les faiblesses et les tares des organisations qui composent notre Internationale... partielle. Nous pouvons parler des bureaucrates de Paris et de Bruxelles par expérience personnelle, et nous aurons bientôt l'occasion de les mettre directement en cause. Mais il s'agit de troubles organiques dans un corps vivant. De l'autre côté, il nous faut soulever une pierre tombale.

De 1914 à 1918. Monatte, Rosmer, Merrheim, Bourderon, les zimmerwaldiens français, répondaient aux zimmerwaldiens allemands, à Liebknecht, à Rosa Luxembourg, à Ledebour...

Aujourd'hui, de l'autre côté du rideau de fer, par-delà les paroles officielles, nous n'entendons qu'une foule qui se tait.

Roger HAGNAUER.

Discussion ouverte sur 1914

Je m'attendais à des rectifications, des objections, des démentis, des compléments.

Je suis plutôt surpris de la légèreté de mon courrier. C'est donc avec un vif plaisir que j'ai lu les lettres qui suivent et entendu quelques observations amicales. Ce passé-là n'est pas encore à serrer dans nos archives. Il reste vivant. Et le débat est plus qu'actuel, il est **urgent...** aurait dit Victor Hugo.

SUR LES RESPONSABILITES DE LA GUERRE DE 1914

J'ai reçu la lettre suivante :

Je suis déjà un assez vieux lecteur de la R.P., et bien que je ne partage pas toujours ses opinions (d'ailleurs fort diverses, sinon contradictoires), je suis sensible à l'idéal de liberté et de propriété intellectuelle qui anime ses collaborateurs. J'ai l'infortune d'être professeur d'histoire et à ce titre j'ai lu avec beaucoup d'attention votre article « la plaquette tournante de 1914 ». Votre intention est d'éclairer les jeunes, écrivez-vous. Or je crois qu'ils ne le seront que partiellement et, surtout, ils vont à peu près en tirer la conviction que la responsabilité de 14 incombe surtout à la France et à « Poincaré la guerre ». Votre allusion aux bellicistes de Berlin et de Vienne (p. 14) est trop brève par rapport aux autres développements.

Il y a longtemps que le corps enseignant français se préoccupe de cette grave question des origines et des responsabilités de la guerre de 14. Or, depuis 1950, ont eu lieu quelques rencontres franco-allemandes de professeurs d'histoire à Fribourg, Mayence, Tubingue, Tours, suivies de résolutions et de recommandations. Elles ne concernent pas seulement ce qu'il conviendrait d'enseigner sur la guerre de 14, mais plus largement sur les rapports franco-allemands depuis 1789. Mais la guerre de 14 et l'après-guerre ont plus particulièrement retenu l'attention.

Je pourrai ainsi commenter votre texte avec certaines des recommandations des « Journées de Mayence » (mai-octobre 1951).

Reprenons les faits énumérés par vous page 14.

1) *Annexion de la Bosnie-Herzégovine : d'accord.*
2) *Visite de François-Ferdinand à Serajevo. L'insultation du meurtre a été attribuée à toutes sortes de personnes, polices ou gouvernements, à Vienne, Berlin, Moscou et même... à la franc-maçonnerie. Quant aux idées de l'archiduc, favorable aux Slaves*

du Sud, c'est exact. Rien de provoquant dans sa démarche personnelle.

3) Les responsables de l'attentat. Voici la résolution XXI qui s'oppose assez nettement à votre texte portant « organisation panslaviste ouvertement protégée par le gouvernement du roi Pierre ».

Sur la question controversée de la responsabilité du gouvernement serbe... la Commission est d'accord pour constater :

1) que le lien entre les meurtriers et le mouvement pan-serbe est indiscutable ;

2) que la participation du gouvernement serbe à la préparation de l'attentat n'a pas été établie bien qu'il semble que certains membres de ce gouvernement en aient eu connaissance.

4) La médiation anglaise. Très grave question. Rappelons d'abord que l'Angleterre est aux prises avec le drame irlandais. Mais voici le texte de la résolution XXIV :

1) En juillet 14, le gouvernement britannique désirait sincèrement le maintien de la paix et, dans ce dessein, a multiplié les tentatives de médiation ;

2) En aucun cas, cependant, il ne voulait laisser abattre la France. Satisfait par les résultats des accords conclus en 1907 avec la Russie, il voulait éviter de faire renaître l'antagonisme sur le plan mondial ;

3) Si Ed. Grey n'a pas averti l'Allemagne en temps opportun, avec assez de netteté, que l'Angleterre prendrait, en cas de conflit, le parti de la France et de la Russie, c'est en raison des hésitations du cabinet britannique et de son désir de ne pas encourager par une prise de position prématurée et sans équivoque une politique agressive de la Russie (ce qui répond à votre sixième point) ;

4) Sans la violation de la neutralité belge par l'Allemagne, sir Ed. Grey aurait difficilement réussi à décider le cabinet et le parlement britanniques à intervenir immédiatement dans la guerre.

Quant à la mobilisation partielle russe, elle fut incontestablement grave, mais (résolution XXIII, alinéa 3) :

Le gouvernement russe voyait dans la mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie un moyen de pression indispensable pour amener le gouvernement de Vienne à modifier sa politique.

et (résolution XXIV, alinéa 2) :

Le gouvernement français n'a pas déconseillé la mobilisation partielle russe. Mais il a recommandé à la Russie, le 30 juillet, de ne prendre aucune mesure qui pourrait provoquer une réplique allemande. Il est vrai que l'ambassadeur de France n'a exécuté qu'incomplètement les instructions de son gouvernement.

L'alinéa 1 reconnaît que la politique française de 14 est déterminée par le souci de conserver l'alliance russe, considérée comme contrepoids à la puissance allemande. Il est exact que le 25 juillet à Saint-Petersbourg, Poincaré a promis que le gouvernement français appliquerait le traité d'alliance. Cela signifiait, dans la conjoncture politique, que la France acceptait de prendre part à la guerre, si l'Allemagne intervenait par les armes dans un éventuel conflit austro-russe.

5) L'ordre des mobilisations générales.

Il est tout à fait exact que la mobilisation russe a précédé l'allemande. Banalité d'enseignement. Il est malheureux que les considérations techniques invoquées par l'état-major russe l'aient alors emporté sur les considérations d'ordre politique.

6) « La violation de la neutralité belge était pré-

visible et prévue », écrivez-vous. On l'accorde. Nuancez tout de même ! Car, reste qu'elle a eu lieu effectivement et que le gouvernement allemand est à stigmatiser à ce sujet, sans même pouvoir rien reprocher, à titre de prétexte, au respect de cette neutralité par les Belges eux-mêmes, dans les années qui ont précédé immédiatement la guerre. (Il y avait eu seulement quelques conversations techniques d'états-majors anglo-belges lors de la première crise marocaine.)

En ce qui concerne l'affaire marocaine, il est bien évident qu'elle est un aspect des bagarres impérialistes du début du siècle, avec échange de bons services réciproques entre nations occidentales. Mais si certaines protestations allemandes se comprennent, la politique et la diplomatie berlinoises ont employé des procédés qui devaient nécessairement inquiéter l'opinion française. La manière dont on « eut la peau » de Delcassé est, objectivement, difficilement tolérable. Et si Berlin pouvait à bon droit protester contre notre occupation de Fez, le coup d'Agadir a été tenu pour menaçant (même si ce n'était qu'une prise de gages).

Quant au traité du 4 novembre 1911 il fut peu populaire des deux côtés, mais vous le faites comprendre vous-même. Pour la campagne de presse contre Caillaux, « alimentée, sans doute, écrivez-vous, par la Ngoko Sangha et les fonds russes », il faudrait prouver sur pièces.

Je passe à la loi de trois ans (allusion p. 15 de votre article). Sur quels documents vous fondez-vous pour affirmer qu'elle fut présentée sur injonction de l'Etat russe ?

On sait qu'il y eut demande de l'état-major français et projet du gouvernement en mars 1913, pour répondre au projet de loi allemand annoncé dès janvier 1913. Il y a eu d'ailleurs contemporanéité des débats au Parlement et au Reichstag, avec prétextes réciproques. Il n'est pas mauvais de rappeler ici, pour de jeunes camarades, que la social-démocratie allemande ne fit pas obstacle au réarmement, ou plutôt à la course aux armements. Il lui suffit, lors des débats financiers pour en couvrir les frais, que le chancelier lui donnât satisfaction en instituant un impôt sur la fortune qui déplaça aux conservateurs. La faillite de l'esprit de paix existait de chaque côté du Rhin.

Mais le point le plus grave de votre article concerne le rôle de certains hommes. Pour Delcassé, nos manuels d'enseignement secondaire ne cachent pas plus les dangers que les succès de sa politique. Voici ce que dit le manuel de Genet pour la classe de Philo, p. 463 :

« Delcassé peut se vanter d'avoir obtenu de larges succès ; il a consolidé la position de la France... Mais s'il a conclu des accords avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, il s'est peu inquiété des réactions allemandes... Sa politique opposant à la prépondérance du germanisme l'équilibre européen est incontestablement une politique de conflit. Jaurès va même jusqu'à dénoncer les tortueuses ténèbres du delcassisme... Or ce conflit trouverait la France divisée par ses difficultés intérieures, ses luttes religieuses et militairement pas prête. Delcassé a agi seul, sans se préoccuper de mettre les moyens matériels en accord avec sa politique. Sa « grande politique » ne va pas sans risque. »

Donc, sur ce point, même en s'abstenant de ton polémique, un jugement sévère comme le vôtre est admissible.

Mais sur Poincaré, qui a si mauvaise presse dans nos milieux syndicaux, il faut discuter et il ne faut pas que nos camarades se contentent d'affirmations exprimées en quelques lignes. Ces choses sont gra-

ves et, à vrai dire, nécessiteraient de longs exposés.

Vous écrivez (p. 15) :

« Premier voyage de Poincaré à Saint-Petersbourg en 1912. Résultat diplomatique, les guerres diplomatiques se déclenchent. »

Conclusion hâtive du lecteur : c'est la faute de Poincaré. Or, en janvier 1912, Isvolsky avait bien remis au chef du gouvernement français une note, trop vague, sur la nouvelle politique russe dans les Balkans, suivie, le 1^{er} avril, de quelques indications sur le sens exact du traité bulgaro-serbe du 13 mars. Poincaré s'inquiéta du vague de ces indications et, en août 1912, à Saint-Petersbourg, demanda à Sazonof des précisions. En pleine connaissance du texte secret, il protesta, car il pouvait mener à un conflit européen. Et si, la guerre balkanique commencée, Isvolsky, en novembre, a reçu des encouragements formulés par Poincaré en termes excessifs, interprétés en Russie trop favorablement, le ministre français en fit restreindre la portée par l'ambassadeur G. Louis. Sazonof conseilla alors la prudence aux Serbes.

Je ne crois pas qu'on puisse tirer de là une volonté systématique de Poincaré de tendre vers la guerre.

Lors de la crise de juillet 14, tout en ayant la volonté de souscrire aux obligations de l'alliance russe, a-t-il encore systématiquement recherché le conflit ? Vous rapportez des allusions aux confidences de Malvy, Messimy faites à Caillaux, de Fallières à Briand. Elles sont très graves si elles sont exemptes de malveillance. Est-ce sûr ? Où est la preuve indiscutable que Poincaré aurait été jusqu'à préconiser la provocation d'incidents de frontière, pour rendre irréparable la guerre ?

Croyez bien que je ne suis pas un thuriféraire de Poincaré ! L'homme est loin d'être sympathique, et sa politique avec lui. Mais pesons nos mots avant d'accuser un homme d'avoir voulu la guerre, ou de l'avoir acceptée pour ainsi dire de gaité de cœur et comme si sa responsabilité était exclusive. Aussi bien, voulez-vous me permettre de citer pour finir, les résolutions XVIII et XIX de la commission des professeurs réunis à Paris et Mayence en 1951 :

XVIII. Les documents ne permettent pas d'attribuer en 1914 une volonté préméditée de guerre européenne à aucun gouvernement et à aucun peuple. [Mais] la méfiance était au plus haut point...

XIX, alinéa 2 :

Les peuples allemand et français dans leur grande majorité ne voulaient pas la guerre, mais en Allemagne, surtout dans les cercles militaires, on était plus disposé qu'en France à accepter l'éventualité d'un conflit...

Alinéa 3 :

L'opinion ancienne selon laquelle Poincaré aurait mené une politique conduisant à la guerre n'est plus admise, même par les historiens allemands. Cependant les systèmes d'alliances créaient en Europe une situation telle que la coopération franco-russe fut ressentie, du côté allemand, comme un danger direct.

Je suppose que vous tomberez d'accord avec moi qu'il n'y a pas d'histoire pour bourgeois et d'histoire pour syndicalistes. Il y a l'histoire tout court, à remettre constamment sur le chantier de la recherche, avec un effort constant de probité intellectuelle. Et c'est un effort désespérant.

Ceci dit, en contribution amicale, à votre effort pour éclairer les camarades.

Y. DELER.

(La brochure intitulée **Rencontres franco-allemandes d'historiens** — 1950-1953 — Direction générale

*
**

La lettre de notre camarade Deler ne me gêne nullement. Il est normal qu'un historien s'efforce à l'objectivité et se refuse à des conclusions définitives. Il est simplement regrettable que la question des responsabilités de guerre n'ait été sérieusement examinée par les historiens officiels que longtemps après les événements, sous le signe de la réconciliation franco-allemande et de l'épuration des manuels scolaires.

Je connaissais les travaux de la commission de 1950. Notre camarade n'ignore certainement pas que ce fut le prolongement d'une entreprise semblable, engagée avant l'avènement d'Hitler et qui n'aboutit pas à des résultats concrets parce que les conclusions de la commission — analogues à celles de 1950 — se heurtèrent à la « synchronisation » (!?) de l'enseignement de l'histoire par le gouvernement national-socialiste. Notre regretté Georges Lapierre, rédacteur en chef de **L'Ecole libératrice** (mort en déportation) et notre camarade Louis Dumas furent à l'origine de l'affaire. J'ai eu l'honneur de présider, comme représentant du bureau du Syndicat national des Instituteurs, une séance du congrès international de l'Enseignement en 1937, au cours de laquelle Jules Isaac, président de la Société des professeurs d'histoire, présenta les conclusions de la commission mixte, avec une probité d'autant plus noble qu'il pouvait déjà pressentir les épreuves que l'hitlérisme lui réservait, et qui dépassèrent en atrocité ses pressentiments les plus douloureux.

Que cette confrontation d'historiens français et allemands soit émouvante, que cet effort pour aboutir à un accord sur la réalité et l'interprétation des faits soit salutaire et efficace, nous en convenons volontiers... même si nous relevons une contradiction au moins formelle entre le respect exclusif de la vérité historique et la volonté d'écrire une histoire... pacifiste.

Il est vrai que l'histoire n'est pas plus syndicaliste ou bourgeoise que la géographie ou la physique. Il est vrai qu'elle peut elle aussi tendre à la rigueur scientifique et rejeter les schémas systématiques et les jugements prématurés.

Mais les légendes — leurs causes et leurs effets — appartiennent à l'histoire. Mais les hypothèses peuvent être formulées librement, sinon posées dogmatiquement. Mais si le militant n'a pas le droit d'ignorer, encore moins de défigurer l'histoire, il a le droit de mettre l'accent sur certaines vérités afin de lutter contre les mensonges triomphants, il a le droit de poser des questions afin de liquider le passé et d'éclairer l'avenir.

On peut en effet discuter tous les éléments que j'ai fournis sur la question des responsabilités de guerre. Seulement voilà... Pendant plus de dix ans, on n'a pas discuté. On a caché la vérité sous les oripeaux nationalistes. Certes les pacifistes de 1914 à 1918 n'ont qu'entrevu cette vérité. Certes les instituteurs qui ont engagé, dès 1925 (même 1919), la grande bataille contre les manuels bellicistes ne possédaient pas la science des historiens. Mais sans les « amateurs » non conformistes, les historiens auraient-ils seulement posé le problème ?

S'agit-il d'une affaire classée ? Hélas ! La germanophobie persiste, même dans les partis et groupes se réclamant de la classe ouvrière. Et, d'autre part, les dupeurs et les dupés d'hier ont des successeurs qui couvrent la réalité présente d'oripeaux taillés par les successeurs d'Isvolsky.

des affaires culturelles, Mayence, a été diffusée par la Société des professeurs d'histoire de l'enseignement public, 18, rue de Liège, Paris (IX).

Ce n'est pas que notre camarade Deler soit exceptionnel en sa probité intellectuelle. Les professeurs honnêtes sont beaucoup plus nombreux qu'on ne pourrait le croire. Mais leurs scrupules les paralysent. Et ce sont les autres que l'on entend.

Nous remercions cependant, sans réserves, notre camarade de sa contribution au débat. Que les lecteurs de la **R.P.** confrontent ses observations et les nôtres. Ils constateront que sur les faits eux-mêmes Deler ne nous apporte de démentis que sur des détails.

Restent les hypothèses. Faut-il préciser que j'ai rapporté dans la majorité des cas — en particulier quant au jugement sur Delcassé — les opinions émises à l'époque par des gens de gauche et d'extrême-gauche. Les confidences citées sont des témoignages que l'on ne peut mépriser et non des preuves matérielles. Je n'ai fait que reprendre sur la N'Goko Sangha le jugement d'hommes moralement indiscutables comme Jaurès et Félicien Challaye. Quant à la corruption de la presse française par les fonds secrets russes, elle est établie par les rapports et notes du corrupteur « Raffalovitch », publiés dans le **Livre noir**.

Je n'ai pas inventé non plus l'histoire de la loi de trois ans, préparée sous la pression du gouvernement russe et du parti franco-russe. Même si c'était établi, cela ne disculperait pas l'état-major allemand et la social-démocratie (dont les tendances dangereuses avaient été signalées par Ch. Andler dans la **Vie ouvrière**, avec quelque excès dans la passion germanophobe). La lecture de l'**Armée nouvelle** de Jaurès m'a cependant convaincu que son système basé sur la défensive s'opposait à la volonté d'offensive des états-majors français et russe. Cette volonté n'était-elle pas antérieure aux débats de 1913 ?... N'oublions pas que le gouvernement allemand semblait toujours assez bien averti des « secrets » de la cour de Saint-Pétersbourg. Il est difficile d'établir que le projet allemand fut une réplique ou une mesure préventive. Mais il paraît tout aussi difficile de le nier formellement.

Je n'ai rien à ajouter quant au rôle de Poincaré. A-t-il vraiment, consciemment voulu la guerre ? Dans un procès criminel, il aurait pu être « relaxé » pour insuffisance de preuves. Mais il s'agit d'un procès politique. Et les accusations portées contre lui sont au moins aussi fondées que celles qui ont abouti aux condamnations de Pétain et de Laval. Devant l'opinion publique européenne, il a représenté une politique contraire à celle de Caillaux. Et s'il est vrai qu'il jugeait prématuré un conflit en 1912 — avant le vote des trois ans — les observations de notre camarade confirment qu'il a intimement associé la France au gouvernement russe, dont la responsabilité en 1914 n'est pas contestable, dont la guerre a prouvé l'incapacité et la fragilité. On a exécuté des hommes d'Etat pour moins que cela...

DRAPEAU DE VALMY OU DE WAGRAM ?

L'ami Louzon m'a adressé la note suivante :

Je lis dans ton article de la R.P. sur la guerre de 14, qu'Hervé avait planté le « drapeau de Valmy » dans le fumier. C'est, en effet, ce qui se dit souvent.

Mais c'est tout à fait faux. Le drapeau qu'Hervé avait proposé de planter dans le fumier, n'était pas celui de Valmy, mais celui de Wagram.

Mes souvenirs sont encore relativement très frais. J'ai lu l'article en question dès sa parution dans le Travailleur Socialiste de l'Yonne auquel j'étais

abonné. L'occasion de cet article était une cérémonie militaire qui s'était passée dans je ne me rappelle plus quelle caserne et dont l'objet était de célébrer l'anniversaire de la bataille de Wagram.

Tu me diras que le drapeau de Wagram et celui de Valmy ont les mêmes couleurs, mais ce n'est tout de même pas la même chose de parler du drapeau de Wagram ou du drapeau de Valmy. D'autant plus que cet article d'Hervé était uniquement dirigé contre Napoléon et les guerres napoléoniennes ; n'importe quel républicain tant soit peu pacifiste aurait pu l'écrire. Hervé, alors, n'était d'ailleurs pas autre chose, il ne devait devenir anti-patriote que plus tard.

Louzon a raison de signaler une confusion que je ne puis justifier par mon ignorance. Je connaissais en effet l'article d'Hervé... et je sais que le personnage n'est devenu « insurrectionnel et antipatriote » que dans la deuxième étape de son évolution. J'ai lu son **Histoire de France** — à laquelle Albert Mathiez collabora, si mes souvenirs sont exacts. J'ai lu aussi les cours qu'il publia dans la vieille **Revue de l'Enseignement**, de tendance socialisante, où sa prose ne sentait pas la poudre...

Louzon a raison. Mais je n'ai pas absolument tort. C'est bien le drapeau de Wagram qu'Hervé planta dans le premier. Mais c'est le drapeau de Valmy qu'il exalta en évoquant Déroulède, lorsque la stupidité criminelle de l'état-major eut égaré une armée française à Mulhouse (dans la première quinzaine d'août 1914), cependant que les masses allemandes pesaient victorieusement à Charleroi.

Il est vrai que le drapeau de Wagram n'est pas celui de Valmy.

Mais il est également vrai qu'il y a entre la légende de Valmy et l'histoire de Valmy une marge dont les historiens ont mesuré la largeur — et que Valmy inaugura une guerre imprudemment déclenchée, dont le prolongement par Arcole, Rivoli, Austerlitz et Wagram aboutit à Waterloo...

LES INSTITUTEURS CONTRE LA GUERRE

On me signale que j'ai cité les institutrices et instituteurs pacifistes, sans mettre en relief Lorient.

Je voulais simplement éclairer la naissance de l'opposition syndicale — et non écrire son histoire (dont nous avons déjà fourni quelques éléments dans la **R.P.**).

Mais je n'oublie pas que Lorient, d'abord représentant de la Fédération des syndicats d'instituteurs au Comité national confédéral, puis leader de la fraction zimmerwaldienne dans le parti socialiste, a mérité l'épithète que la **R.P.** lui consacra en 1932 : **celui qui a sauvé l'honneur du socialisme français**.

J'ai signalé la besogne humble, courageuse et efficace de Lucie Colliard, institutrice à Saint-Gingolph (ville frontière). On peut rappeler aujourd'hui (Henri Guilbeaux ayant dévoilé ce secret dans son livre sur Lénine) que c'est Lucie Colliard qui assura, en 1917, le passage clandestin de Lorient en Suisse — où il devait participer à la réunion « internationale » qui décida le retour de Lénine en Russie, à travers l'Allemagne.

Il est normal que j'ajoute au palmarès des héros de l'opposition de guerre le nom de Fernand Lorient. Il est aussi équitable que le nom de la modeste institutrice savoyarde soit associé à l'histoire des prodigieux événements de 1917.

R. H.

AUTO-FINANCEMENT ET PRIX

De Guilloché :

Dans la R.P. de septembre 1954, sous le titre : « L'auto-financement ne lèse que les banques et l'Etat », Louzon écrit que l'auto-financement — « procédé vieux comme les rues » — étant prélevé sur les bénéfiques, ne lèse pas le travailleur qui n'a pas à se soucier de la manière dont sont répartis les bénéfiques.

Peut-être Louzon raisonne-t-il trop ici — cela lui arrive quelquefois — comme si le capitalisme d'aujourd'hui était le même que celui du XIX^e siècle, comme s'il n'avait subi aucun changement de structure ? Ce qu'il dit de l'auto-financement était peut-être vrai dans le capitalisme de concurrence où le prix était une « donnée » pour chaque producteur capitaliste indépendant. Cela ne l'est plus, aujourd'hui, pour le capitalisme à structure « monopolistique » agissant dans le cadre du capitalisme d'Etat. Aujourd'hui, le prix ne s'impose plus au producteur ; l'offreur est « dominant », les monopoles et oligopoles imposent le prix, aidés, et souvent servis par l'Etat. Ce prix contient la part d'auto-financement de l'entreprise. C'est un « faux prix ».

La comptabilité continue de laisser croire que l'auto-financement est prélevé sur les bénéfiques. Mais la présentation comptable trahit, et non traduit, la réalité des choses. Telle est la malice des mots — si souvent dénoncée par Louzon lui-même — que l'auto-financement ne désigne plus « ce procédé vieux comme les rues » dont il nous expose le mécanisme. De la même façon que l'auto-critique consiste souvent à frapper sur la poitrine du voisin, « l'auto-financement » — frauduleusement appelé ainsi — consiste à financer le développement de l'entreprise avec l'argent des autres, en l'occurrence : les consommateurs.

L'auto-financement est un des procédés d'une opération plus générale désignée sous le vocable « d'épargne forcée ». Il ne s'agit pas de discuter ici ce que vaut la méthode ; elle ne manque pas, dans le cadre du régime, de justifications théoriques et pratiques. Remarquons en tout cas qu'elle caractérise, en Russie, le financement des investissements : quand notre camarade, le travailleur russe, achète des pommes de terre, il paye bien autre chose que des pommes de terre ! Là, tous les prix sont des « faux prix », dans l'optique classique. Quand l'ordre du jour réclame « un cours nouveau », par exemple de laisser souffler un peu le consommateur en mettant un frein à la fureur industrialisatrice, alors on procède à une baisse de prix, c'est-à-dire qu'on diminue la part de « l'auto-financement ».

Quand, en France, on cherche à savoir pourquoi les prix intérieurs sont si élevés par rapport aux prix mondiaux, on rencontre bientôt l'auto-financement, et il est normal qu'on s'efforce de le réduire après l'avoir, pour d'autres raisons, si longtemps favorisé.

Il faut ajouter que, dans cette marge entre le « prix vrai » et le « faux prix », arrivent à se glisser et à vivre des entreprises à coût élevé qui, elles, ne pratiquent pas l'auto-financement (c'est-à-dire qu'elles ne s'équipent pas et restent retardataires). Ce sont précisément les entreprises « marginales ».

Dans la même R.P., le camarade qui répond à la lettre de Chéron écrit : « Nous avons à maintes

reprises dénoncé l'erreur de la hausse des salaires qui fait monter les prix ». La formulation est ambiguë. Cela peut vouloir signifier : « la hausse des salaires est une erreur parce qu'elle fait monter les prix », ou bien : « c'est une erreur de penser que la hausse des salaires fait monter les prix ». Je crois que cette deuxième acception est la bonne, en l'occurrence. C'est le sujet d'une discussion, également presque « aussi vieille que les rues », et qui reste pourtant d'une brûlante actualité. Elle rejoint aussitôt celle que nous venons d'avoir sur la question de l'auto-financement.

Dans Salaires, prix et profits, Marx s'oppose à Weston qui — comme Proudhon en France — pensait que la hausse générale des salaires entraîne une hausse immédiate et proportionnelle des prix. Pour démontrer que les prix sont indépendants des salaires, il s'appuie sur le fait que les premiers ne peuvent être fixés selon « la volonté » des capitalistes. Mais Marx se place nécessairement dans les conditions du capitalisme de son temps, c'est-à-dire d'un capitalisme de « libre concurrence ». Son raisonnement ne peut être transféré tel quel dans les conditions d'aujourd'hui. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, depuis pas mal de temps, tout se passe comme si une nouvelle « loi d'airain des salaires » empêchait toute hausse « réelle » des salaires ouvriers. Loin de moi l'idée d'en déduire que la lutte pour la hausse des salaires est une « erreur » ! Je voudrais seulement que les ouvriers sachent que leur adversaire n'est pas identique à celui que connaissent leurs pères et grands-pères. Quoiqu'ils soient désignés par le même nom, le capitalisme d'aujourd'hui et celui d'il y a un siècle, s'ils ont en commun certains traits fondamentaux, n'en sont pas moins notablement différents.

La question soulevée par Guilloché, celle de la manière dont sont actuellement fixés les prix (par le jeu de la concurrence ou par voie d'autorité ?), est d'un intérêt capital, mais je ne pense pas que, quelle que soit la manière dont elle doit être résolue, ce que j'ai dit sur l'auto-financement puisse s'en trouver infirmé. Car si un monopole a la possibilité de fixer le prix d'un produit au-dessus de sa valeur, au-dessus du « prix vrai », pourquoi veut-on qu'il ne le fixe pas à ce niveau, même s'il distribue à ses actionnaires le surprofit qu'il a ainsi réalisé, au lieu de le conserver pour son auto-financement ? Croit-on que des dividendes élevés n'intéressent pas le capitalisme, monopoliseur ou non, autant que l'extension de l'entreprise ?

L'objection de Guilloché ne me semblerait valable que si ces « faux prix » n'étaient possibles que grâce à une intervention de l'Etat qui ne les autoriserait qu'à la condition expresse qu'une partie des bénéfiques soit consacrée à l'auto-financement. Or, pour ma part, je ne connais point de cas de ce genre.

J'ai, d'autre part, à présenter toutes mes excuses pour l'amphibologie contenue dans la phrase citée par Guilloché. Mais j'ai si souvent insisté sur le fait que la hausse des salaires n'amenait pas la hausse des prix, qu'il ne pouvait guère y avoir de doute, je pense, pour les lecteurs de la R.P., sur le sens qu'il fallait attribuer à ma phrase.

Quant au fond de la question, je pense bien, comme Guilloché, que depuis le jour où Ricardo formula, le premier à ma connaissance, la loi selon laquelle la hausse des salaires est sans influence sur les prix, et que Marx la reprit à son compte avec la vigueur que l'on sait, bien des choses ont changé. Notamment celle-ci, que les prix ne sont plus des prix-or, c'est-à-dire des prix payés avec une marchandise ayant une valeur réelle, comme l'or, mais des prix-papier, où ce avec quoi l'on paye, le billet de papier, est dépourvu de toute valeur propre. Cependant, si important que soit

